

Fourniture d'accès aux plateformes d'apprentissage des langues étrangères pour CY Cergy Paris Université

**Cahier des clauses particulières commun à tous les lots
(CCP)**

Table des matières

Préambule	3
Article 1 - Objet du marché – Dispositions générales	3
Article 1.1 - Identification de l'acheteur	3
Article 1.2 - Objet du marché	3
Article 1.3 – Allotissement	3
Article 1.4 – Adresses des sites	3
Article 1.5 – Durée du marché.....	4
Article 1.6 – Forme du marché.....	4
Article 1.7 – Options (au sens du droit communautaire)	5
Article 1.8 – Co-traitance et sous-traitance	5
Article 1.9 – Assurances.....	5
Article 1.10 – Unité monétaire.....	5
Article 2 – Pièces constitutives du marché	6
Article 2.1 – Pièces particulières	6
Article 2.2 – Pièce générale.....	6
Article 3 - Nature des prestations et passation des commandes.....	6
Article 3.1 - Les prestations attendues	6
Article 3.2 - Passation des commandes	7
Article 3.3 - Désignation d'un représentant.....	7
Article 4 – Délais et conditions de livraison pour les lots 1 à 4.....	7
Article 4.1 - Délais de livraison	7
Article 4.2 - Condition d'accès	7
Article 4.3 - Délai de traitement des réclamations et adresse électronique d'échanges.....	8
Article 5 – Présentation de l'interface administrateur et pédagogique des plateformes de langues	8
Article 6 – Obligation liée à la protection des données personnelles	8
Article 7 – Obligation de confidentialité	9
Article 8 – Opérations de vérifications et réclamation	9
Article 8.1 - Vérifications	9
Article 8.2 - Réclamations	10
Article 9 – Prix et règlement des factures.....	10
Article 9.1 – Modalités de financement.....	10
Article 9.2 – Contenu des prix.....	10
Article 9.3 – Révision des prix	10
Article 9.4 – Bons de commande.....	12
Article 9.5 – Décomptes.....	13
Article 9.6 - Délai global de paiement et intérêts moratoires	14
Article 9.7 – Retenue de garantie.....	14
Article 9.8 – Avance	14
Article 10 – Pénalités.....	15
Article 11 – Résiliation du marché	15
Article 12 – Règlement des litiges et juridiction compétente	16
Article 13 – Dérogations aux documents généraux.....	16

Préambule

Le présent marché est passé en application du code de la commande publique – désigné « le Code » dans le présent document - regroupant les deux textes suivants :

- L'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique (articles précédés d'un L.) ;*
- Le décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique (articles précédés d'un R.).*

Article 1 - Objet du marché – Dispositions générales

Article 1.1 - Identification de l'acheteur

Acheteur : CY Cergy Paris Université, 33, boulevard du port - 95011 Cergy-Pontoise Cedex

Représentée par son Président, Monsieur Laurent Gatineau

Comptable assignataire : L'Agent comptable de CY Cergy Paris Université

Article 1.2 - Objet du marché

Le présent marché porte sur la fourniture d'accès aux plateformes de langues étrangères pour les étudiants et personnels de CY Cergy Paris Université dans le cadre de la formation continue des personnels.

Cette fourniture comprend l'accès à une plateforme proposant plusieurs parcours d'apprentissage des langues : entraînement à la certification TOEIC, accès à des parcours d'apprentissage des langues européennes enseignées dans le secondaire (anglais, espagnol, allemand, italien) et aux autres langues européennes et extra-européennes (chinois, japonais, russe, arabe, coréen).

Elle comprend aussi la possibilité d'un suivi par un enseignant ou personnel de CY Cergy Paris Université du travail effectué sur la plateforme et d'une évaluation du travail en fin de parcours.

Article 1.3 – Allotissement

Conformément à l'article L.2113-10 du Code, le présent marché est composé de quatre (4) lots :

- Lot n°1 : Entraînement à la certification TOEIC
- Lot n°2 : Apprentissage des langues européennes enseignées dans le secondaire
- Lot n°3 : Apprentissage des langues européennes hors langues enseignées dans le secondaire (suédois, croate, grec, néerlandais etc.)
- Lot n°4 : Apprentissage des langues extra-européennes.

Article 1.4 – Adresses des sites

- Maison des langues - Site des Cerclades : Bibliothèque Universitaire – Bureau 42 - Place des Cerclades - 95015 Cergy - Pontoise cedex

Article 1.5 – Durée du marché

Le présent marché est conclu pour une durée d'un (1) an, renouvelable annuellement par reconduction tacite, sans que sa durée ne puisse excéder une durée totale de quatre (4) ans.

Le titulaire ne pourra pas refuser la reconduction.

La non reconduction éventuelle sera prise par décision expresse de l'acheteur et sera notifiée **par voie dématérialisée, via la Place, ou par lettre recommandée** avec accusé de réception au moins un (1) mois avant l'expiration de chaque période. Le titulaire s'engage à fournir à la fin du marché à l'université et à son éventuel successeur toutes les informations et données nécessaires.

Aucune indemnité ne sera accordée en cas de non reconduction du présent marché public.

Le présent marché est exécutoire à compter de sa date de notification. Après l'expiration du marché ou après sa résiliation, les deux parties demeurent liées du fait de prestations ou de règlements qui resteraient à effectuer. En particulier, les licences d'accès étant accordées pour une durée d'un an, le titulaire s'engage, au cas où le marché serait résilié, à maintenir pour le compte de CY Cergy Paris Université tous les accès accordés par cette dernière jusqu'à la date d'expiration des licences activées.

Article 1.6 – Forme du marché

Le présent marché public est passé sous la forme d'un accord-cadre, conformément à l'article L2125-1-1° du code.

Les lots n°1, n°2, n°3 et n°4 sont passés sous la forme d'un accord-cadre mono-attributaire qui fixe toutes les stipulations contractuelles et s'exécute au fur et à mesure de l'émission de bons de commande, conformément aux articles L.2125-1, R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique.

Cet accord-cadre est conclu sans montant minimum annuel et avec les montants maximum annuels suivants :

Lot n°...	Intitulé	Montant maximum annuel € HT
1	Entraînement à la certification TOEIC	30 000 €
2	Apprentissage des langues européennes enseignées dans le secondaire	22 500 €
3	Apprentissage des langues européennes hors langues enseignées dans le secondaire (suédois, croate, grec, néerlandais etc.)	15 000 €
4	Apprentissage des langues extra-européennes	7 500 €

Article 1.7 – Options (au sens du droit communautaire)

Le présent marché ne comporte aucune tranche optionnelle.

Si nécessaire, l'Université se réserve la possibilité de recourir aux dispositions de l'article R.2122-4 pour les livraisons complémentaires de fournitures.

Le présent marché public pourra faire l'objet de reconductions dans les conditions définies à l'article 1.5 du présent cahier des clauses particulières.

Article 1.8 – Co-traitance et sous-traitance

a. Co-traitance

Les candidats peuvent se présenter seuls ou sous forme de groupement solidaire ou conjoint, conformément aux articles R.2142-19 et suivants du Code. La composition du groupement ainsi que son mandataire doivent être présentés lors de la remise des offres.

La recevabilité de la candidature est analysée pour chaque entreprise, que le groupement soit solidaire ou conjoint. L'appréciation des capacités financières, professionnelles et techniques est globale.

Les candidats peuvent présenter une offre soit en qualité de candidats individuels, soit en qualité de membre d'un ou plusieurs groupements. Ils ne peuvent donc pas cumuler les deux qualités.

b. Sous-traitance

Conformément aux articles L. 2193-1 et suivants du Code, la sous-traitance n'est pas autorisée dans le cadre de ce marché de fournitures.

Article 1.9 – Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-TIC), le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Par dérogation à l'article 9 du CCAG-TIC, le titulaire doit justifier, à la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'acheteur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

A défaut, le titulaire s'expose à la résiliation de l'accord-cadre conformément à l'article 41.1 du CCAG-TIC.

Article 1.10 – Unité monétaire

L'acheteur choisit l'euro comme monnaie de compte.

Article 2 – Pièces constitutives du marché

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante (par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-TIC) :

Article 2.1 – Pièces particulières

- L'acte d'attribution valant engagement (AE) pour chaque lot, accompagné de son annexe financière (Bordereau des prix unitaires (BPU) ;
- Le présent cahier des clauses particulières (CCP) commun à tous les lots ;
- L'offre technique du titulaire (cadre de réponse technique) pour chaque lot.

Toute clause portée dans le catalogue, tarif ou document quelconque du titulaire et contraire aux dispositions des pièces constitutives du présent marché est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

Article 2.2 – Pièce générale

Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication (CCAG-TIC), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 JORF n°0078 du 1 avril 2021. Ce document, d'ordre général, n'est pas joint matériellement au marché mais les parties contractantes déclarent expressément le connaître et l'accepter.

Article 3 - Nature des prestations et passation des commandes

Article 3.1 - Les prestations attendues

Lot n°01 : Entraînement à la certification TOEIC

- Accès à un entraînement à la certification TOEIC

Pour les quatre (4) lots :

- L'accès illimité en termes de nombre de connexions pour chaque licence à une plateforme d'apprentissage de langues,
- L'interface est disponible au minimum en français et en anglais,
- Nécessité d'inscrire les étudiants en masse,
- Suivre l'activité sur la plateforme avec une automatisation maximale qui évite les retraitements manuels,
- La possibilité de création de liens SSO,
- La possibilité d'accès à la plateforme depuis un smartphone ou une tablette,
- Pour les enseignants : accès à un module de suivi du travail sur la plateforme (temps passé etc...) et à un module de notation,
- Possibilité de choisir un parcours d'apprentissage parmi plusieurs parcours proposés en fonction du niveau de l'étudiant,
- Proposition de différents niveaux d'apprentissage selon les parcours (A1, A2, B1, B2, C1),
- Possibilité d'avoir accès à des parcours thématiques différents (juridique...),
- Possibilité de créer des parcours thématiques différents,
- Accès à un tableau de bord pour les étudiants et les enseignants,
- Accès à des tests de positionnement pour évaluer son niveau ou sa progression,

- Assistance technique 5J/7, aide à la prise en main pour les étudiants avec par exemple des FAQ, tutoriels...
 - Former l'équipe pédagogique aux outils (administration, gestion, suivi, contrôle) et assurer un conseil en cas de problème,
 - Garantir l'accessibilité de la plateforme aux personnes en situation de handicap,
 - Maintenance continue de la plateforme comprenant les mises à jour logicielles et corrections de bug.
- **Prestation supplémentaire éventuelle (PSE)**

Le présent accord-cadre pourra comprendre, pour tous les lots, la prestation supplémentaire éventuelle (PSE) suivante :

- Personnalisation « CY » de la plateforme avec le logo de CY Cergy Paris Université.

Article 3.2 - Passation des commandes

Les commandes comprennent des accès à des plateformes d'apprentissage des langues étrangères.

Article 3.3 - Désignation d'un représentant

Le titulaire indique dans son offre les noms et qualités de son représentant, ainsi que ceux du suppléant de celui-ci, responsable de l'exécution du marché. Ceux-ci doivent impérativement être francophones.

Article 4 – Délais et conditions de livraison pour les lots 1 à 4

Article 4.1 - Délais de livraison

L'ensemble des accès devront être ouverts pour le 1^{er} septembre de chaque année universitaire dans un délai d'1 semaine maximum après réception du bon de commande.

Article 4.2 - Condition d'accès

Le titulaire ouvrira un nombre d'accès sur la plateforme d'apprentissage via un import en masse. Les accès s'effectuent via les adresses mails fournies par l'acheteur.

Pour les enseignants, l'accès est créé et paramétré par le titulaire. Le titulaire envoie directement à l'enseignant son accès et s'occupe du renouvellement des licences le cas échéant.

Dans le cas où l'accès ne peut être ouvert dans les délais fixés, le titulaire du marché sera tenu d'aviser CY Cergy Paris Université sur les raisons précises du retard et du délai nécessaire à la satisfaction de la commande dans un délai de 48 heures maximum. Une fois ce délai dépassé, l'acheteur est en droit d'appliquer les pénalités de retard prévues dans le présent cahier des clauses particulières.

Article 4.3 - Délai de traitement des réclamations et adresse électronique d'échanges

Les réclamations seront transmises au plus tard deux (2) jours après leur déclaration auprès du titulaire.

L'adresse mail indiquée par le titulaire dans son cadre de réponse technique permettra aux usagers (personnel de la Maison des langues) d'émettre des doléances concernant leur commande. Cette messagerie permettra notamment de signaler rapidement les absences de livraison et les réponses apportées par le titulaire.

Article 5 – Présentation de l'interface administrateur et pédagogique des plateformes de langues

L'interface administrateur de l'outil doit permettre de consulter :

- Le statut des licences : nombre de licences restant à attribuer, nombre de licences attribuées, nombre de licences activées, suivi dans la progression sur la plateforme pour les licences attribuées, la possibilité d'interroger une licence particulière en fonction du nom de la personne à laquelle a été attribuée la licence.

L'interface pour les enseignants de l'outil doit permettre de consulter :

- Un suivi par classes : nombre d'activités réalisées, heures passées sur la plateforme, % de progression dans un parcours,
- Un suivi individuel : nombre d'activités réalisées, heures passées sur la plateforme, % de progression dans un parcours.

Le titulaire s'engage à prendre toutes les précautions habituellement mises en œuvre pour assurer le fonctionnement correct de la plateforme. L'accès à la plateforme devra être illimité 24h/24 et 7 jours sur 7.

En cas d'indisponibilité prolongée de l'application (au-delà de 4 heures continues) le titulaire s'engage à informer par mail l'université de la panne et de l'évolution des réparations.

L'outil doit impérativement être accessible en langue française et anglaise.

Article 6 – Obligation liée à la protection des données personnelles

Le titulaire s'engage dans le cadre du présent marché à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 (ci-après, « le règlement européen sur la protection des données » ou « RGPD »).

Au sens du RGPD et dans le présent article, CY Cergy Paris Université est désignée comme étant le responsable de traitement et le titulaire est désigné comme le sous-traitant.

Le titulaire (le sous-traitant) garantit à CY Cergy Paris Université (le responsable de traitement) la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement des données qu'il peut être amené à réaliser dans le cadre du présent marché réponde aux exigences du règlement européen sur la protection des données.

Le titulaire (le sous-traitant) déclare qu'il est, et avec lui son personnel, seul destinataire des données faisant l'objet des traitements accomplis par lui-même pour le compte du responsable de traitement.

La finalité du traitement des données à caractère personnel est la réalisation des prestations objets du présent marché public.

Le titulaire (le sous-traitant) s'engage à :

- traiter les données ayant un caractère personnel uniquement pour la seule finalité décrite ci-dessus et ne les conserver que pour la durée nécessaire à leur traitement ;
- traiter les données qu'il recueille conformément aux instructions du responsable de traitement et figurant dans les documents contractuels du présent marché ;
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel respectent la confidentialité ;
- aider le responsable du traitement, dans la mesure du possible, à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes dont il est saisi par les personnes souhaitant exercer leurs droits en vertu du RGPD ;
- selon le choix du responsable du traitement, supprimer toutes les données à caractère personnel ou les renvoyer au responsable du traitement au terme de la prestation de services relative au traitement, et détruire les copies existantes.

▪ **Notification des violations de données à caractère personnel**

Le titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance et par tous moyens.

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'acheteur, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

En cas de violation des obligations mentionnées ci-dessus, le marché peut être résilié aux torts du titulaire.

Article 7 – Obligation de confidentialité

Le titulaire, ses salariés, co-traitants et ses sous-traitants, qui, à l'occasion de l'exécution du présent marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature relatifs, notamment à l'objet du marché, aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services de l'acheteur, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers.

Article 8 – Opérations de vérifications et réclamation

Article 8.1 - Vérifications

Les prestations sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations de l'accord-cadre.

Le délai imparti à l'établissement pour y procéder et notifier sa décision est de quinze (15) jours calendaires francs à compter du jour de livraison ou de réalisation de la prestation. Passé ce délai, la décision d'admission est réputée acquise.

Article 8.2 - Réclamations

En cas d'accès dysfonctionnant, la Maison des Langues saisit le titulaire via l'adresse de messagerie prévue pour les échanges.

Le titulaire prendra en charge la réclamation. Il tiendra l'université informée par courrier électronique des démarches faites et devra apporter une solution dans un délai de 48h.

Un interlocuteur francophone, qualifié et spécifique, devra être disponible (pas de répondeur, obligation de messagerie électronique). Les communications téléphoniques ne seront pas surtaxées et accessibles depuis l'université (exclusion d'un numéro de téléphone en 08...).

D'une manière générale, toute irrégularité dans les accès fera l'objet d'une réclamation adressée au titulaire par CY Cergy Paris Université, par courrier électronique.

Il demeure entendu que le titulaire devra, en réservant à cette réclamation la suite la plus favorable et la plus rapide, éviter qu'elle ne se renouvelle.

Article 9 – Prix et règlement des factures

Article 9.1 – Modalités de financement

Les prestations seront financées dans le cadre du budget de CY Cergy Paris Université et feront l'objet de virements.

Article 9.2 – Contenu des prix

Les prestations faisant l'objet du présent marché seront réglées par application des prix mentionnés au sein du bordereau des prix unitaires (BPU).

Les prix sont établis hors TVA et réputés tenir compte de toutes les sujétions d'exécution ainsi que toutes les dépenses nécessaires à la bonne exécution des prestations. Ils comprennent l'ensemble des coûts liés à la réalisation des prestations : main d'œuvre, assurance, fournitures et toutes autres dépenses éventuelles nécessaires à l'exécution des prestations.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations.

Le taux de TVA des factures afférentes au présent accord-cadre est celui applicable au moment de l'établissement des dites factures.

Article 9.3 – Révision des prix

La révision des prix s'opère en baisse comme en hausse.

Formule de révision des prix

Les prix du présent marché seront réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres. Ce mois est appelé « mois zéro ».

Les prix du bordereau des prix unitaires seront révisés à chaque date anniversaire du marché par référence à l'indice Syntec révisé, par application de la formule suivante :

$$Pr = Po \times (In/Io)$$

Avec :

Pr = Nouveau prix révisé ;

Po = Prix initial en euros hors taxes au moment de la date limite de remise des offres pour la première révision puis, pour les révisions suivantes, le prix en euros hors taxes résultant de la révision précédente ;

In = Valeur de l'indice de référence connue et publiée au moment de la révision des prix ;

Io = Valeur de l'indice de référence connue et publiée au moment de la date limite de remise des offres puis lors de la date de la précédente révision.

Le résultat des calculs est arrondi au 1/1000^e supérieur.

Dans l'hypothèse où les outils utilisés pour procéder à la révision des prix sont modifiés ou supprimés de telle manière que le titulaire n'est plus en mesure d'ajuster les prix, de nouveaux outils pourront être définis par avenant.

Modalités de révision des prix

Les prix sont révisés à chaque date anniversaire du marché.

A chacune des échéances prévues ci-dessus, les prix unitaires de l'accord-cadre sont révisés sur demande écrite du titulaire ou à l'initiative de l'acheteur.

Le titulaire s'engage à faire parvenir à l'université, par lettre recommandée ou par voie électronique à l'adresse marche@ml.u-cergy.fr avec accusé de réception le nouveau BPU avec un préavis de deux (2) mois au plus tard avant la date anniversaire de l'accord-cadre.

Ce nouveau BPU fait ressortir le pourcentage d'augmentation ou de minoration par rapport aux prix initiaux.

Si la demande est initiée par l'Université, elle s'engage à faire parvenir au titulaire sur la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE), le compte-rendu de l'évolution de l'indice de révision utilisé. Cette demande sera initiée au moins 1 mois avant la date anniversaire de l'accord-cadre. Le titulaire ne pourra pas refuser la diminution du prix.

L'Université dispose d'un délai de 30 jours calendaires (la date portée sur l'accusé de réception faisant foi) pour accepter ou refuser les nouveaux prix unitaires. Au-delà de ce délai, le silence de l'administration ou du titulaire vaut acceptation des nouveaux prix.

Ces derniers sont annexés aux prix initiaux et prennent effet à compter de la date prévue pour l'application de la révision.

En cas de non-respect des délais de transmission, les prix seront tacitement reconduits pour la nouvelle période du marché.

Si le titulaire ou l'acheteur ne transmettent pas de proposition de nouveaux prix, les prix précédemment appliqués restent en vigueur jusqu'à la prochaine date de révision.

Hausse excessive des prix dans le cadre de la révision des prix annuelle

Clause butoir :

L'évolution des prix résultant de l'application des modalités de révision prévues au présent marché est plafonnée à 3% par rapport aux prix définis l'année précédente.

Clause de sauvegarde :

Si l'augmentation des prix, résultant de la révision annuelle, excède 3 % par rapport aux prix applicables l'année précédente, l'établissement se réserve la faculté, à son choix :

- Soit de résilier, sans indemnité, la partie non exécutée des prestations du marché, afin de procéder à une nouvelle mise en concurrence ;
- Soit d'accepter une hausse excédant les 3 %, acceptation formalisée par avenant en application de l'article R 2194-1 du Code de la commande publique.

Dans l'hypothèse d'une résiliation, la décision de résiliation prévoit un délai de préavis permettant à l'établissement d'engager une nouvelle mise en concurrence.

Pendant la période comprise entre la notification de la décision de résiliation et sa date d'effet, les prix applicables avant révision continuent d'être pratiqués. Toutefois, l'établissement s'engage, durant cette période, à ne pas maintenir un rythme de commandes supérieur à celui observé sur une période comparable précédente, sauf nécessité dûment justifiée liée à la continuité du service.

Article 9.4 – Bons de commande

Les commandes seront faites par les services de l'Université au fur et à mesure de leurs besoins, sans qu'aucun minimum de commande ne puisse être imposé à l'acheteur.

Les bons de commandes porteront les indications suivantes :

- la référence du marché ;
- le numéro du bon de commande ;
- la désignation des fournitures ;
- le montant de la commande (avec mention HT, TVA et TTC) ;
- le nom de la personne à contacter.

Les bons de commande, signés obligatoirement par la personne habilitée, sont envoyés par mail, courrier ou par fax.

Durée d'émission des bons de commande : Conformément à l'article R.2162-5 du Code, les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché.

Article 9.5 – Décomptes

Le paiement s'effectuera selon les règles de la comptabilité publique dans les conditions prévues à l'article 11 du CCAG-TIC.

Les factures sont rédigées en français et exprimées en euros.

Elles sont établies en un original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le nom et l'adresse du créancier ;
- Le numéro de son compte bancaire ou postal ;
- Le numéro du marché ;
- Le numéro de référence complet du bon de commande ;
- L'identification du destinataire de la commande ;
- Le taux de TVA applicable ;
- Le total HT, le montant de la TVA, le total TTC ;
- La date de facturation ;
- Les informations fiscales de chaque partie (numéro de TVA du créancier et de CY).

Facturation électronique :

Conformément au Code de la commande publique, l'obligation de transmettre les factures sous forme électronique s'impose à tous les fournisseurs depuis le 1^{er} janvier 2020.

La transmission des factures s'effectue conformément aux dispositions des articles D2192-1 et suivants du Code.

Le titulaire a plusieurs possibilités :

- 1 - Envoyer sa facture à partir d'un système tiers :
 - Par transfert de fichier (en mode EDI) : Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation ;
 - En utilisant des web services (en mode API) : Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers (API/web service).

L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.

- 2 - Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL : <https://chorus-pro.gouv.fr> aux fins de soit :
 - Déposer ses factures sur le portail ;
 - Saisir sa facture directement sur le portail Chorus Pro.

Préalables techniques et réglementaires : Pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet à l'adresse ci-dessous : <https://communaute-choruspro.finances.gouv.fr/?action=publicPage&uri=intranetOnePage/4003> et <https://communaute-choruspro.finances.gouv.fr/?action=publicPage&uri=intranetOnePage/4210>

Pour tout renseignement, le titulaire peut s'adresser à : <https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e3s1/> rubrique « nous contacter »

Pour déposer les factures sur le portail Chorus Pro, il est nécessaire de renseigner les éléments suivants : numéro SIRET de l'établissement (**CY Cergy Paris Université : 130 025 976 00015**) et n° d'engagement juridique (numéro du bon de commande SIFAC).

Il revient au titulaire, co-traitants et sous-traitants éventuels de s'assurer du dépôt des documents dans les cadres de facturation *ad-hoc*

Important :

Le numéro SIRET du titulaire stipulé dans l'acte d'attribution valant engagement doit explicitement être identique à celui qui est utilisé lors du dépôt des factures via le portail Chorus Pro. Toute incohérence génère automatiquement un retard dans le traitement des factures voire un rejet par l'établissement.

Article 9.6 - Délai global de paiement et intérêts moratoires

Le délai de paiement applicable au présent marché est de 30 jours dès réception sur le portail Chorus Pro de la facture établie par le titulaire - sous réserve qu'aucune anomalie ne soit détectée lors de sa vérification - après vérification du service fait.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour du calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points.

En sus, le retard de paiement donne lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, dont le montant est fixé à 40€.

Le comptable assignataire est l'Agent comptable de CY Cergy Paris Université.

Article 9.7 – Retenue de garantie

Il ne sera pas opéré de retenue de garantie.

Article 9.8 – Avance

Conformément à l'article 11.1 du CCAG-TIC, l'option B s'applique.

Une avance de 5 % TTC peut être accordée au titulaire sous réserve de remplir les conditions énoncées dans le code de la commande publique, notamment si le montant d'un CCP – 2026CYCPU0F17 - Fourniture d'accès aux plateformes d'apprentissage des langues étrangères pour CY Cergy Paris Université

bon de commande est supérieur à 50 000 euros hors taxes et dans la mesure où le délai de son exécution est supérieur à deux mois.

Le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues, commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire au titre du marché atteint 65% du montant toutes taxes comprises de sa part du marché.

Le titulaire peut refuser le versement de l'avance.

Article 10 – Pénalités

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-TIC, en cas d'application des pénalités, celles-ci sont cumulables et non plafonnées. Elles sont dues dès le 1er euro et dès le premier manquement constaté.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-TIC, le pouvoir adjudicateur informe sans délai, le titulaire du marché, des pénalités susceptibles de lui être appliquées suite au constat de la prestation non exécutée dans les délais. Le titulaire dispose de 48h pour exécuter la prestation. Passé ce délai, les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure ou une invitation à présenter des observations.

En cas de retard dans l'ouverture des accès, une pénalité de 500 € sera appliquée.

Par dérogation à l'article 14.2 du CCAG-TIC, la pénalité pour indisponibilité prolongée de l'application (au-delà de 4 heures continues), est fixée à 500 €.

Article 11 – Résiliation du marché

Par dérogation aux articles 47 et 51 du CCAG-TIC, le présent marché peut être résilié pour motif d'intérêt général, sans indemnisation, après information du titulaire dans un délai raisonnable.

Toutefois, le titulaire a le droit d'être indemnisé de la part des frais et investissements, éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations payées. Il lui incombe d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité dans un délai de quinze jours après la notification de la résiliation du marché.

La résiliation pour motif d'intérêt général sera notifiée par voie dématérialisée, via la Place, ou par lettre recommandée avec avis de réception.

Aucune résiliation, par le titulaire, en cours d'exécution, n'est admise.

CY Cergy Paris Université se réserve le droit de résilier le marché dans le cas où le titulaire ne s'acquitterait pas de ses prestations, en application de l'article 50 du CCAG-TIC.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité, en cas de défaillance du titulaire, de faire exécuter ces prestations à ses frais et risques (résiliation du marché public aux torts du titulaire et exécution à ses frais et risques), conformément à l'article 54 du CCAG-TIC.

Article 12 – Règlement des litiges et juridiction compétente

En cas de litige, la loi française est seule applicable.

En cas d'échec de la procédure de conciliation définie par les articles R. 2197-1 et suivants du Code, le tribunal administratif de Cergy-Pontoise est seul compétent pour juger des litiges pouvant naître de l'application ou de l'interprétation des clauses du présent marché.

Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise

2/4 Boulevard de l'Hautil

95000 Cergy-Pontoise

Tel : 01.30.17.34.00

Fax : 01.30.17.34.59

Article 13 – Dérogations aux documents généraux

L'article 1.9 déroge à l'article 9 du CCAG-TIC.

L'article 2 déroge à l'article 4.1 du CCAG-TIC.

L'article 10 déroge à l'article 14 du CCAG-TIC.

L'article 11 déroge aux articles 47 et 51 du CCAG-TIC.